
N^o. C. XXXI.

L'AMI DU PEUPLE.

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Dimanche 18 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 16 Avril 1790.

Décret sur les assignats. -- Avis au peuple sur
les protestations des aristocrates rassemblés
aux Capucins. -- Réflexions de l'Ami du peuple.
-- Dévoilement de l'hypocrisie de nos députés
à l'hôtel-de-ville.

Sur une lettre d'un député des juifs d'Alsace
qui demande que l'assemblée nationale veuille
les mettre sous sa protection, il a été rendu le
décret suivant :

(1) J'avertis le lecteur, que celui qui imite
ma feuille, copie jusqu'à l'avertissement, par
lequel je prevenois le public de son escroquerie.

« L'assemblée nationale met de nouveau les juifs d'Alsace et des autres provinces sous la sauve-garde de la loi; défend à toutes personnes d'attenter à leur sûreté; ordonne aux municipalités et aux gardes nationales de protéger, de tout leur pouvoir, leurs personnes et leurs propriétés ».

Avant la discussion des assignats, M. Bailly (le philosophe) a lu une lettre du commerce de Paris, qui réclame la création des assignats, leur circulation forcée, et que l'intérêt n'excede point deux à trois pour cent. Avant de descendre de la tribune, M. le maire a dit qu'il avoit entre les mains une soumission de capitalistes, de 70 millions, pour l'acquit des premières obligations de la municipalité.

Cazalès s'est élevé vivement contre ce qui peut seul sauver l'état délabré. Il a excité l'indignation (suivant son ordinaire) en protestant, en son nom et en celui de ses commettans, contre une mesure attendue avec impatience par tous les ennemis de la révolution. Il a été réfuté, sans beaucoup de peine, par M. Petion de Villeneuve. Malgré toute l'opposition des ennemis des assignats, la discussion a été fermée sur le fond, et ouverte sur chacun des articles suivans, qui ont été décrétés ainsi qu'il suit :

1°. A compter de la présente année, les dettes du clergé seront réputées nationales. Le trésor public sera chargé d'en acquitter les intérêts et les capitaux.

2°. La nation déclare qu'elle regarde comme créanciers de l'état, tous ceux qui justifieront avoir légalement contracté avec le clergé, et qui seront porteurs de contrats de rente assignées sur lui; elle leur affecte en hypothèque, en conséquence, toutes les propriétés et revenus dont elle peut disposer, ainsi qu'elle le fait pour toutes les autres dettes.

3°. Les biens ecclésiastiques qui seront vendus et aliénés, en vertu des décrets des 19 décembre 1789 et 17 mars dernier, sont affranchis et libres de toute hypothèque de la dette légale du clergé, dont ils étoient ci-devant grévés; et aucune opposition à la vente de ces biens ne pourra être admise, de la part desdits créanciers (1).

4°. Les assignats créés par les décrets des 19 et 21 décembre 1789 auront cours de monnaie entre toutes personnes, dans toute l'étendue du

(1) L'article 2 leur donne une hypothèque, l'article 3 la leur retire, en leur défendant de la conserver; voilà une contradiction qui n'auroit pas dû échapper aux membres de l'auguste sénat.

royaume, et seront reçus comme espee sonnante dans toutes les caisses publiques et particulieres.

Voilà les assignats forcés, on en verra les funestes effets.....

Avis au peuple sur les protestations des aristocrates rassemblés aux capucins.

La majorité du clergé, et quelques ci-devant nobles, s'étant rassemblés mercredi soir au couvent des capucins, le président, assisté de Cazalès, de d'Epréménil, Montlausier, Mirabeau cadet, DU PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA LANTERNE, abbé Mauri et consors, a ouvert la séance aristocratique, en annonçant la lecture d'un projet de protestation, rédigé par LA CHAISE, contre le décret rendu le même jour par l'assemblée nationale, et dont voici la substance.

» La société des AMIS DU PEUPLE, (c'est le nom qu'ils osent se donner,) ayant fait tous ses efforts et épuisé tous les moyens qui étoient en sa puissance pour obtenir de l'assemblée nationale que la religion catholique, apostolique et romaine fût déclaré religion nationale et dominante, seule autorisée à professer un culte solennel, vœu exprimé dans tous les cahiers (1),

(1) La société des amis du peuple ment impu-

se croiroit coupable envers Dieu et la nation, si, gardant un silence criminel, elle ne dénonçoit à toute la France, que l'assemblée nationale a refusé formellement de prononcer ce décret, et combien elle a montré d'indifférence à s'occuper de la religion; (quel blasphème !) que quoique la religion catholique, apostolique et romaine soit la plus tolérante, cela n'empêche pas l'assemblée nationale de recourir à la calomnie la plus séduisante, et de prêter à la pureté des consciences et des intentions des membres du clergé les desseins les plus coupables, qu'en conséquence ils croient de leur devoir de faire connoître aux Français les dangers qui menacent la religion de leurs peres, qui, si elle avoit été déclarée nationale et dominante, n'auroit pu inquiéter les opinions religieuses de chaque individu, par le caractere de tolérance qu'elle parle avec elle (1). Qu'en conséquence, le clergé va faire imprimer sa déclaration, avec la motion de dom Gerle, et le décret de l'assemblée nationale sur cette matiere. »

demment : les cahiers se réunissent tous pour demander la tolérance indéfinie de toutes les religions. -- Chacun n'est-il pas le maître d'adorer le créateur comme bon lui semble ? Protégeons notre culte ; mais ne proscrivons pas celui des autres.

(1) La religion romaine, outre qu'elle est la

Réflexions de l'Ami du peuple.

Peuple ! c'est ici le moment où l'on va mettre votre conscience et votre patriotisme à l'épreuve. Gardez-vous des insinuations de l'hypocrisie et des clameurs du fanatisme. Bénissez le sage décret qui a rejeté l'unité du culte : il consacre ce principe éternel, que les hommes n'ont d'empire ni sur les consciences, ni sur les opinions ; il exprime le respect le plus profond pour la religion que vous professez ; il déclare que son culte est le seul aux frais duquel la nation doit pourvoir. Il n'élève point au milieu de l'état cette supériorité dominante, dont l'intolérance a si souvent abusé pour persécuter ses frères. Il n'éloigne point de ce beau royaume tous ceux qui, pour avoir des opinions différentes, n'en ont pas moins droit à tous les avantages civils. Il invite, au contraire, par sa sagesse tous les étrangers à venir habiter un sol, où ils pourront goûter en paix les avantages d'une constitution tutélaire et les fruits de la liberté. Peuple, je vous en conjure, par cette religion même qui

plus intolérante de toutes les religions, ne s'accordera jamais avec les autres, parce qu'elle admet trois dieux, et que les autres n'en admettent qu'un.--C'est la raison de trois contre un.

ne prêche que la charité et l'amour de ses semblables ; au nom de la tranquillité publique , au nom de la liberté , ne vous en laissez point imposer par les apparences d'un faux zèle ; employez tous vos effort pour faire regner la concorde et la paix. Vos ennemis vont dénoncer ce décret de l'assemblée nationale à toute la France , comme un monument d'irréligion , car c'est leur cri de guerre et de ralliement , toutes les fois qu'il s'agit de combattre leur intérêt et de les ramener aux principes de l'évangile , ils vont adresser un manifeste à toutes les églises : ils vont annoncer à toutes les provinces que l'assemblée n'est pas libre parce qu'ils n'ont pas le pouvoir d'y faire prévaloir leurs opinions aristocratiques ; ils vont y calomnier l'assemblée nationale , parce qu'elle n'a pas sacrifié les droits du peuple à leur orgueil et à leur ambition : les voilà qui protestent contre les décisions de l'assemblée. Ils ont voulu surprendre la religion du roi , qui n'a pas voulu les entendre. Suivez l'exemple de votre monarque ; méprisez-les , et fermez l'oreille à leurs déclamations incidienses , et à leurs calomnies.

Dévoilement de l'hypocrisie de nos députés à
l'hôtel-de-ville.

Quand j'ai appris que nos mandataires provinciaux à la commune avoient décidé qu'ils étoient dans l'intention de suivre le vœu de leurs commettans et de donner leurs démissions, j'ai soupçonné qu'il y avoit dans cette conduite quelques motifs secrets, autres que ceux de se renfermer dans leurs pouvoirs et dans les regles du mandat. Je connoissois trop bien les pèlerins pour les croire susceptibles de revenir, par honneur, aux principes et à leur devoir. Je me doutois bien que cette décision municipale avoit des causes secrètes, qu'il ne falloit chercher que dans l'avarice et l'ambition démesurée des nos indignes mandataires. Je les ai découvertes ces causes secrètes, et on les trouvera dans le numéro prochain.

De l'Imprimerie de M A R A T.